

**RAPPORT N° 2024/5-21  
Au Bureau de la Communauté  
en séance du Jeudi 31 octobre 2024**

**OBJET**

**AMENAGEMENT DE LA BANDE LITTORALE NORD SUR LA COMMUNE DE SAINT-DENIS – AUTORISATION DONNEE  
AU PRESIDENT DE SIGNER L'AVENANT N° 1 AU MARCHÉ DE MAÎTRISE D'OEUVRE**

**I – HISTORIQUE**

Suite à la délibération du Conseil communautaire en date du 17 décembre 2022 autorisant la CINOR à lancer une procédure de consultation de maîtrise d'œuvre avec négociation en vue de la réalisation des travaux d'aménagement de la bande littorale nord sur la commune de Saint-Denis, un Avis d'Appel Public à la Concurrence a été publié le 12 janvier 2023 sur la base des dispositions des articles L. 2124-3, R. 2124.3 et R.2160-20 à R. 2161-1 du code de la commande publique pour le recrutement du maître d'œuvre.

Pour rappel, le programme de la maîtrise d'œuvre est le suivant :

- Mission « témoin » :
  - o Etudes préliminaires (EP) ;
  - o Etudes d'Avant-Projet (AVP) ;
  - o Etudes de Projet (PRO) ;
  - o Assistance au maître d'ouvrage pour la passation des marchés de travaux (ACT) ;
  - o Synthèse et visa des études d'exécution réalisées par les entreprises (VISA) ;
  - o Direction de l'exécution du contrat des travaux (DET) ;
  - o Assistance au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR).
- Missions complémentaires :
  - o Ordonnancement, coordination et pilotage du chantier (OPC) ;
  - o MC1 : établissement du permis d'aménager ;
  - o MC2 : établissement du dossier d'examen « cas par cas » et suivi ;
  - o MC3 : établissement du dossier portant autorisation d'occupation temporaire du Domaine Public Maritime (AOT) ;
  - o MC4 : suivi environnemental des travaux ;
  - o MC5 : Assistance aux réunions d'information / communication / concertation préalable.

S'agissant de la mission de maîtrise d'œuvre, celle-ci est organisée comme suit :

- Tranche Ferme :
  - o Etude préliminaire (EP) ;
  - o Avant-Projet (AVP) ;
  - o Etablissement du permis d'aménager (MC1) ;
  - o Assistance aux réunions d'information / communication / concertation préalable (Mission MC5).
- Tranche Optionnelle 1 :
  - o Les missions de PRO à AOR ainsi que les missions OPC et MC2, MC3 et MC4 pour le secteur du sentier littoral situé au droit de l'opération « PRUNEL ».
- Tranche Optionnelle 2 :
  - o Les missions de PRO à AOR ainsi que les missions OPC et MC2, MC3 et MC4 pour les autres secteurs du sentier littoral.

A la date limite de remise des offres fixée au 31 mai 2023, sur la base de l'analyse des candidatures et de la décision d'attribution de la Commission d'Appel d'Offres en séance du 29 juin 2023, le bureau communautaire, en séance du 06 juillet 2023 a autorisé le Président à signer le marché de maîtrise d'œuvre avec le groupement Univert Durable/Artelia/Noctabene/Noctabene OI (Lumicité) pour un montant de 524 150,00 € HT.

Le délai global d'exécution des prestations est fixé à 5 ans.

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa mission, le maître d'œuvre a dû adapter le programme de maîtrise d'œuvre en y ajoutant des éléments essentiels non prévus initialement pour le bon déroulement de sa mission.

Ces adaptations ont porté sur les points suivants :

- 1- Réalisation d'un cadrage réglementaire :

Afin de permettre à la CINOR, en sa qualité de maître d'ouvrage, de disposer d'une vision complète des dossiers réglementaires auxquels est soumis le projet, un cadrage réglementaire (hors programme initial) a dû être opéré par le groupement, en lien avec les services de la DEAL.

Cette étape a abouti à l'établissement d'une note de pré-cadrage qui a servi de support d'aide à la décision pour la conception de ce projet.

Ainsi, outre le travail d'identification réalisé sur la base de la bibliographie existante, des enjeux environnementaux (EBC, ZNIEFF, zones soumises aux risques naturels, monuments historiques, forages, AEP, etc...), la note a permis d'affiner les caractéristiques du projet et ses contours et de le positionner à l'égard des plans et programmes d'aménagement du territoire (Schéma d'Aménagement Régional, Schéma de Mise en Valeur de la Mer, Schéma de cohérence territoriale, Plan Local d'Urbanisme, etc....) sur la base des éléments de projets disponibles (surface, caractéristiques, etc...).

Le diagnostic environnemental ainsi établi met en lumière les contraintes et les enjeux environnementaux qui concernent la zone d'étude tout en permettant l'identification sur la base des données disponibles, les procédures administratives et les prescriptions réglementaires relatives à l'environnement auxquels peuvent être soumis d'une part, le projet et, d'autre part, la zone d'étude.

Cette adaptation du programme représente un **coût supplémentaire de 16 800,00 € HT**.

## 2- Evaluation environnementale :

Le cadrage réglementaire réalisé a confirmé que le projet est soumis à évaluation environnementale systématique. Aussi la mission MC2 : « cas par cas » n'est plus nécessaire.

Pour tenir compte de ces éléments de cadrage organisé en lien avec les services de la DEAL, un ajustement au contrat est nécessaire pour s'adapter au parcours convenu. Ainsi, il est proposé :

- la suppression de la mission MC2 du contrat, **soit une moins-value de - 10 600 € HT** ;
- l'ajout d'une MC5 : élaboration de l'évaluation environnementale, **soit une plus-value de + 40 150,00 € HT** incluant :

### a) Le contenu de l'étude d'impact conforme à l'article R122-5 du code de l'environnement.

L'élaboration de l'étude d'impact est confiée au groupement qui veillera non seulement à ce que celle-ci soit réalisée conformément à la réglementation environnementale en vigueur au stade de l'offre mais aussi à ce que le contenu du dossier soit réellement proportionné à l'importance des différents impacts que le projet peut générer.

### b) L'évaluation environnementale qui comprendra des investigations sur la faune, la flore, les habitats terrestres sur le périmètre de l'AVP et une analyse hydraulique / risques naturels.

NB : le projet ne portant pas sur des infrastructures de transport, les volets airs/bruits/trafic seront traités de manière bibliographique sans mesure in situ.

- l'élaboration du dossier d'enquête publique du fait de la nécessité de réalisation de l'évaluation environnementale devant déboucher sur une déclaration de projet, **soit une plus-value de 3 100,00 € HT** ;

- la mission « embellissement » des embouchures des ravines, **soit une plus-value de 2 800,00 € HT** ;

Afin de traiter le sujet des embouchures de ravines et notamment des problématiques d'assainissement et de déchets, le groupement préconise de réaliser un diagnostic de terrain des embouchures concernées par le projet et la réalisation d'une note de préconisation et de solutions à intégrer dans l'AVP.

Ces adaptations, non prévues initialement, nécessitent la passation d'un avenant n° 1 au marché de maîtrise d'œuvre.

Conformément à l'article R2194-8 du code de la commande publique, le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens qui figurent dans l'avis annexé au code de la commande publique et à 15 % du montant du marché initial pour les marchés de travaux, sans qu'il soit nécessaire de vérifier si les conditions prévues à l'article R. 2194-7 sont remplies.

Les dispositions de l'article R. 2194-4 sont applicables en cas de modification prévue au présent article, à savoir : pour le calcul du montant de la modification mentionnée à l'article R. 2194-2, l'acheteur tient compte de la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Selon une fiche ministérielle dédiée aux modalités de modification des contrats en cours d'exécution, « pour le calcul de ce montant, l'acheteur tient compte de la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

## II. OBJET ET JUSTIFICATIONS DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de réajuster le montant du marché de maîtrise d'œuvre conclu avec le groupement Univers Durable/Artelia/Noctabene/Noctabene OI (Lumicité) dans le cadre du projet d'aménagement de la bande littorale nord sur la commune de Saint-Denis, suite à l'intégration des missions complémentaires suivantes :

974-249740119-20241031-BC2024-5-21-DE  
Date de télétransmission : 12/11/2024  
Date de réception préfecture : 12/11/2024

- Réalisation du cadrage réglementaire en phase EP pour un coût supplémentaire de + 16 800,00 € HT ;
- Substitution de la mission MC2 « Cas par cas » par la mission MC5 « Evaluation environnementale » représentant une moins-value de - 10 600,00 € HT ;
- L'ajout d'une MC5 : élaboration de l'évaluation environnementale, pour un coût supplémentaire + 40 150,00 € HT.
- Elaboration du dossier d'enquête publique pour un coût supplémentaire de 3 100,00 € HT ;
- Mission « embellissement » des embouchures de ravines pour un coût supplémentaire de 2 800,00 € HT ;

### III. INCIDENCE FINANCIERE

Le nouveau montant du marché pour la Tranche Ferme (TF), la Tranche Optionnelle 1 (TO1) et la Tranche Optionnelle 2 (TO2) est donc porté à la somme de 576 400,00 € HT sur la base des adaptations suivantes :

Le nouveau montant du marché est donc porté à la somme de 576 400,00 € HT sur la base des adaptations suivantes :

- o Montant initial du marché en € HT : .....524 150,00 €
- o Montant en € HT de l'avenant n° 1 : .....52 250,00 €
- o % d'écart introduit par l'avenant n° 1 par rapport au marché initial : .....+ 9,97 %
- o Montant total du marché en € HT après passation de l'avenant n° 1 : .....576 400,00 €
- o Montant HT du marché actualisé (à juillet 2024) :
  - 524 150,00 € x 133 (index ING juillet 2024)/130,5 (index ING m0 mai 2023).....534 191,19 €
- o % d'augmentation apprécié en tenant compte de la révision des prix .....+ 9,78 %
- o Nouveau montant en € HT des travaux après passation de l'avenant 1 : .....576 400,00 €
- o TVA 8,5 % ..... 48 994,00 €

**Nouveau montant du marché TF = TO1 + TO2 en € TTC : .....625 394,00 €**

Soit, un pourcentage d'augmentation :

- par rapport au marché initial non révisé : 9,97 %
- par rapport au marché initial révisé : 9,78 %

En résumé, cette adaptation fait passer le montant du marché de maîtrise d'œuvre de 524 150,00 € HT à 576 400,00 € HT après l'avenant n°1.

Les délais estimés pour la réalisation de ces missions complémentaires sont les suivants :

- Evaluation environnementale : 4 mois ;
- Elaboration du dossier d'enquête publique : 1 mois ;
- Mission « embellissement » des embouchures de ravine : 1 mois.

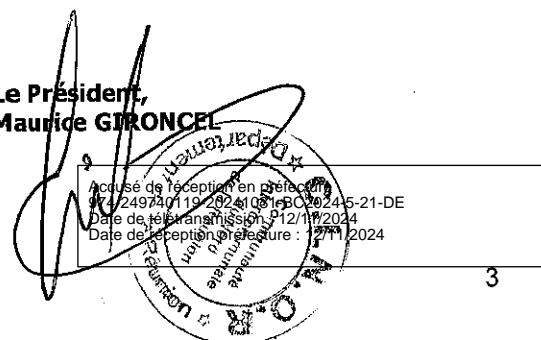
Cet avenant a été soumis à l'examen de la CAO qui a émis un avis favorable sur sa passation en séance du 09 octobre 2024.

Par conséquent, je vous demande de bien vouloir :

- Approuver l'avenant n° 1 au marché de maîtrise d'œuvre passé avec le groupement Univert Durable/Artelia/Noctabene/Noctabene OI (Lumicité) dans le cadre du projet d'aménagement de la bande littorale nord sur la commune de Saint-Denis pour un montant supplémentaire de 52 250,00 € HT, soit + 9,97 % par rapport au montant initial du marché pour la Tranche Ferme, la Tranche Optionnelle 1 (TO1) et la Tranche Optionnelle 2 (TO2) ;
- Autoriser le Président à signer cet avenant faisant passer le montant du marché initial de 524 150,00 € HT à 576 400,00 € HT.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**



**DECISION N° 2024/5-21  
du bureau de la Communauté  
En séance du 31 octobre 2024**

**OBJET**

**AMENAGEMENT DE LA BANDE LITTORALE NORD SUR LA COMMUNE DE SAINT-DENIS – AUTORISATION DONNEE  
AU PRESIDENT DE SIGNER L'AVENANT N° 1 AU MARCHÉ DE MAÎTRISE D'OEUVRE**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « l'article L.5211-10 autorise l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions au Bureau dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2024/5-21 du Président ;

Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20241031-BC2024-5-21-DE  
Date de télétransmission : 12/11/2024  
Date de réception préfecture : 12/11/2024

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
DECIDE**

**ARTICLE 1**

D'approuver l'avenant n° 1 au marché de maîtrise d'œuvre passé avec le groupement Univert Durable/Artelia/Noctabene/Noctabene OI (Lumicité) dans le cadre du projet d'aménagement de la bande littorale nord sur la commune de Saint-Denis pour un montant supplémentaire de 52 250,00 € HT, soit + 9,97 % par rapport au montant initial du marché pour la Tranche Ferme, la Tranche Optionnelle 1 (TO1) et la Tranche Optionnelle 2 (TO2) ;

**ARTICLE 2**

D'autoriser le Président à signer cet avenant faisant passer le montant du marché initial de 524 150,00 € HT à 576 400,00 € HT.

Nombre de votants : 13 Suffrages exprimés : 13 Vote pour : 13 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme  
Fait à Sainte-Clotilde

07 NOV 2024

Le Président,  
**Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20241031-BC2024-5-21-DE Date de télétransmission : 12/11/2024 Date de réception préfecture : 12/11/2024
--